Modernisation et pouvoir local au Brésil

Martine Droulers, Ana Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry

▶ **To cite this version:**

Martine Droulers, Ana Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry. Modernisation et pouvoir local au Brésil. Cahiers des Amériques Latines, 1985, 2-3, pp.65-77. halshs-00691321

HAL Id: halshs-00691321
https://shs.hal.science/halshs-00691321

Submitted on 26 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MODERNISATION ET POUVOIR LOCAL AU BRESIL

Martine Droulers – Ana-Maria Galano
Hélène Rivière d'Arc – Hervé Théry *

Trois thèmes de réflexion sur le pouvoir local au Brésil sont présentés ici, à partir de trois régions qui n'ont cessé de peser sur l'histoire du Brésil malgré leur décadence économique : le Pernambouc, le Nord-Ouest du Minas Gerais et l'État de Bahia.

Pour présenter ces thèmes nous ne nous situons ni à la même échelle, ni dans la même période : au Pernambouc, l'importance d'une ville comme Recife a donné une connotation particulière aux alliances qui se sont faites et défaites lors du moment-clef de la création de la SUDENE (Superintendance de Développement du Nordeste). Le cas du Nord-Ouest «pionnier» du Minas Gerais ne reflète guère en revanche le poids économique et politique de cet État au niveau national ; c'est cependant à cette échelle que l'on peut repérer de la façon la plus aigüe les tensions et les résistances du présent. Enfin, les bases territoriales et les bases sociales des pouvoirs locaux sont tracées sommairement pour Bahia afin de comprendre les incertitudes de la mise en place de la «Nouvelle République», dans cet État de transition, nordestin par ses structures sociales, moderne par certains aspects de sa structure de production.

LE NORDESTE ET LE «FRONT DE RECIFE»

Le retard du Nordeste en matière de développement économique et le recul de ses niveaux de production, remontent aux années 1920 quand l'agriculture pauliste se diversifie de manière significative et lorsque commence le processus «d'introversion» ou d'expansion végétative du Nordeste. Néanmoins, durant la première moité de ce siècle, la question du déséquilibre entre Nordeste et Centre-Sud brésiliens reste abordée uniquement en terme de «Lutte contre la sécheresse». Cependant, à partir des années 50, la montée des revendications sociales nordestines et la peur d'une mobilisation populaire poussent les élites technocratiques à accélérer l'expansion économique. Nous rappellerons ici les conditions historiques qui ont présidé à la création de la première agence de développement du pays, la SUDENE, mettant en valeur les alliances

* Équipe «Brésil» Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique Latine (CREDAL-CNRS).

et oppositions des systèmes socio-spatiaux brésiliens. Dans cette expérience, la mobilisation d'importantes fractions de la société nordestine a permis le montage d'une opération incontestablement motrice en matière de développement régional ; elle fut cependant de courte durée.

A - Dynamique socio-politique régionale et création de la SUDENE

Dans le Nordeste, l'union des forces progressistes (classes populaires plus bourgeoisie industrielle) aboutit à la formation d'une alliance politique des partis de gauche avec l'appui idéologique des nationalistes et des communistes que l'on a appelé «Le Front de Recife». Celui-ci cristallisait à la fois le mécontentement ancestral de la bourgeoisie agro-industrielle (sucrière) devant la domination politique des oligarchies du Sertao et consacrait en quelque sorte la percée sur la scène politique des classes moyennes urbaines ainsi que l'émergence du prolétariat autour du Parti communiste renforcé par un changement de tactique après 1954. Celui-ci entre résolument dans la lutte pour le développement et contre l'impérialisme et accepte l'alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie. Dans les années 1955-1958, ces différents groupes organisaient des congrès et des séminaires où ils exprimaient leurs revendications en matière de développement régional :

- le Congrès du «Salut» du Nordeste (Août 1955) a été préparé par des discussions au sein des syndicats ouvriers et associations de quartiers, et ses résolutions ont été abondamment diffusées par les députés communistes de l'Assemblée Législative du Pernambouc et au sein de classes moyennes. Il y eut 500 délégués de tout le Nordeste et un document final pour appuyer dans l'opinion publique les thèses «développementistes».
- Les Évêques à Campina Grande (Mai 56), s'attachent à comprendre vigoureusement le problème de la faim et, comme «stimulateurs du bien commun», se font les défenseurs de la Réforme Agraire.
- Les politiques, patrons et intellectuels se réunissent à Garahuns, en Mai 1957, pour un séminaire organisé par la Confédération Nationale de l'Industrie avec la présence de Kubitschek lui-même, et proposent des mesures pour l'industrialisation.
- Les travailleurs de la terre sont regroupés dans les «Ligues paysannes» puissamment revendicatrices de leurs droits.

L'épicentre de cette agitation sociale est incontestablement l'État du Pernambouc et la ville de Recife.

Pourtant cette dynamique régionale ne peut occulter les divergences graves et les conflits entre les gouverneurs partisans des réformes et les parlementaires traditionnalistes qui rendront difficiles les débuts de la SUDENE. Le consensus est loin d'être établi parmi les hommes politi-

ques du Nordeste ; la prépondérance du Pernambouc est dénoncée, particulièrement par les députés bahianais qui craignent de ne pas profiter du boom industriel, mais aussi par les députés des autres États du Nordeste qui veulent empêcher l'amorce d'une hégémonie intrarégionale.

Les débats parlementaires et campagnes de presse de l'année 1959 expriment l'âpreté de la controverse : est-ce que la priorité nationale à l'industrialisation se fera au détriment du secteur agraire et des «industries de la sécheresse» ? C'est ce que redoutent les hommes politiques des États les plus pauvres et les moins industrialisés du Nordeste. Tandis qu'une équipe technique, directement liée à la Présidence de la République travaille, sous la direction de Celso Furtado, et prépare un document important, communément appelé le GTDN, du nom du groupe de travail afin de définir «une politique de développement économique pour le Nordeste» mettant en exergue la spécificité de la question régionale nordestine, région en retard par rapport à la concentration des revenus dans le Centre-Sud et prônant *l'industrialisation* comme solution au sous-développement régional.

Enfin, le 15 décembre 1959, la Loi instituant la SUDENE est approuvée. Dans son discours le président Kubitschek souligne qu'il y a eu des «obstacles à la formulation de la nouvelle politique de développement du Nordeste, parce que l'état chronique de désarroi d'une partie de la famille brésilienne laissait le champ ouvert à une espèce d'industrie favorisant l'installation et la permanence de clientèles avides au service d'intérêts le plus souvent en conflit avec les véritables nécessités du peuple et de l'administration». Mais peut-on gagner une bataille politique par des arguments techniques ?

B- Évolution du champ politique brésilien et perte des moyens d'action de la SUDENE

Dans cette période d'euphorie développementiste apparut la grande sécheresse de 1958 qui déclencha l'indignation nationale et obligea le gouvernement (d'autant plus que le Front de Recife venait de faire élire un gouverneur d'opposition au PE) à reformuler le traitement accordé au Nordeste, en tenant compte de la dynamique sociale régionale.

De fait, les instances fédérales, et le Président Kubitschek le rappelle dans son discours du 25/4/1959, veulent mettre en place une expérience nouvelle au Brésil : «Créer un plan rationnel des grands travaux et investissements accepté par tous» et suivant les grandes lignes du plan national. Cependant, les transformations structurelles supposées réalistes dans un tel document ne furent jamais effectives. La SUDENE qui s'en inspirait pour faire ses plans directeurs, obtint de moins en moins les moyens de réaliser sa politique de développement régional. Parallèlement, les partis politiques se sont radicalisés. En 1962, Miguel Arraes, élu gouverneur du Pernambouc, défend l'idée de l'État comme

instrument et agent direct du développement économique et promoteur du bien-être collectif. L'État est représentant de «tout le peuple» ; cependant, les classes dominantes locales, qui exercent traditionnellement le pouvoir par des moyens violents, voient le plus souvent la simple application de la loi comme une menace potentielle à leur domination, tandis que les travailleurs, sentant la répression se relacher, exigent l'accomplissement immédiat des lois et le respect de leurs droits. Les accusations d'inflitrations communistes se précisent.

Dans l'atmosphère de crise générale et de perte du pouvoir d'achat, le Président Goulart est renversé, le 1er avril 1964 ; le Gouverneur M. Arraes, ainsi que le Ministre de la Planification Celso Furtado sont arrêtés. Dans la réforme administrative qui suivit, le Superintendant perdit son rang de Ministre et la SUDENE, qui, jusque là, dépendait directement de la Présidence, se retrouva subordonnée à un département du Ministère de l'Intérieur. Son rôle de pôle de décision et d'exécution régionale était réduit ; seuls comptaient désormais les programmes préparés à Brasilia.

L'exemple de la SUDENE tend à prouver qu'une agence fédérale peut difficilement neutraliser la domination de l'oligarchie régionale ; ou alors il faut qu'elle dispose des pleins pouvoirs et de beaucoup de moyens pour imposer des réformes et l'application de la loi. Un volet important de son action consistait à essayer de changer les attitudes des agents opérant dans l'espace nordestin : DNOCS, groupes politiques locaux et aussi les gouverneurs, pour les rassembler autour d'une dynamique de développement. Cependant, les mesures concrètes d'industrialisation et d'aménagement régional ont été entreprises le plus souvent au service des intérêts des investisseurs du Sud.

CORONELISMO ET NOUVELLES FORMES DE POUVOIR LOCAL DANS L'OUEST DU MINAS GERAIS

Le titre de «coronel», utilisé pour désigner le grand propriétaire de la terre et, par extension, les chefs politiques locaux et régionaux au Brésil, serait-il en voie de disparition avec la modernisation de l'agriculture ?

Le «coronelismo», avec ses clientélismes caractéristiques, fut un des thèmes le plus fréquemment traité par la littérature sur la société rurale, depuis les années 40. Romans, contes et films vinrent donner au personnage du «coronel», une réalité vécue mais dégradée dernièrement par les caricatures des programmes comiques de la T.V. Il y aurait une étude à faire sur l'appropriation progressive du personnage par les consommateurs urbains de biens culturels érudits et les produits de masse tandis que la structure économique qui soutenait le «coronelismo» était en train de s'altérer. Un autre thème de recherche, ici évoqué, est celui des nouvelles formes de pouvoir dans les régions rurales qui sont en train de passer par des processus accélérés de modernisation capitaliste de l'agriculture.

Les régions de l'Ouest du Minas Gerais sont peut-être la portion du territoire brésilien qui, au cours des dernières années, ont connu les changements les plus rapides dans la production agricole et dans les rapports de force sociaux et politiques traditionnels.

Un fabuleux tableau de la vie locale a été dessiné dans les livres du romancier Guimaraes Rosa : bandes d'hommes de main, vie retirée dans les grandes «fazendas», éphémères passages d'hommes de loi perdus dans ce monde d'élevage, font aujourd'hui ressortir la présence insolite des grands colons d'origine européenne et japonaise venus du sud du pays pour «incorporer le *cerrado* au processus productif».

Des champs de soja, de blé et de café ont remplacé les pâturages naturels. Aux chevaux se sont substitués les camionnettes sorties des usines de Sao Paulo. Les chemins sont devenus des routes goudronnées reliant le vieux sertao à Brasilia et le littoral de l'Espiritu Santo au port d'exportation des produits agricoles. Les meules de maïs sont cachées par les silos des grandes compagnies et coopératives du Sud. Le catoclo, petit producteur d'aliments de base – riz, haricots et maïs – entouré de ses nombreux enfants, dans sa maison de terre, est expulsé de sa campagne vers les habitats précaires des périphéries de chefs-lieu de municipes. De nouveaux quartiers surgissent dans les villes de «l'intérieur» où sont érigées les maisons des grands colons du Sud.

Aux relations sociales de production non capitalistes de la campagne, tend à se substituer le salariat dans les régions du nord-ouest du Minas (Alto Paranaiba, Chapadoes de Paracatu), après 10 ans d'intervention de programmes régionaux de développement et de modernisation (1). Ces grands projets débouchent d'une part, sur une extraordinaire valorisation des terres ; d'autre part sur la disparition des «agregados» (aides familiaux) au profit des emplois agricoles saisonniers. L'introduction du soja et du blé entraîne des changements dans la base technique de production, avec utilisation massive d'intrants industriels et de moyens mécaniques de traction.

Si les analyses sur des régions proches (2) permettent de vérifier l'existence de traits communs avec la transformation économique et sociale dont nous parlons ici, l'expression politique de ces transformations n'a pas fait l'objet d'études spécifiques.

La décadence de la structure coronéliste de pouvoir a été signalée depuis la révolution de 1930, de même que l'absence d'homogénéité de ce processus. Si cette structure est considérée comme disparue dans plusieurs régions du pays, on sait aussi que l'ordre politique des *coroneis* n'a pas disparu complètement. La modernisation agricole et les migrations internes qu'elle entraîne est un des facteurs qui peut contribuer à provoquer l'émergence de nouvelles formes de pouvoir local.

La solidarité du groupe de parenté est affaiblie dans l'ouest du Minas Gerais et cède la place à de nouvelles formes de solidarité horizontale entre grands colons, technocrates de l'agriculture, grands et moyens

agriculteurs locaux. La capitalisation favorisée par le gouvernement fédéral et par la politique de crédit à taux d'intérêt négatif, bénéficie à une nouvelle couche d'agriculteurs qui parvient à occuper les plus hauts postes politico-administratifs.

Par exemple, dans l'Alto Paranaiba, une centaine de membres, tous d'origine japonaise, de la Coopérative Agricole Cotia, se sont retrouvés à travers des alliances locales dans une position hégémonique de pouvoir. Un des leurs, médecin, a été élu préfet en 1982, pour le PMDB. Il s'est lancé dans la gestion des problèmes issus de la transformation de la production agricole locale : le plus important était celui de la concentration des travailleurs agricoles temporaires dans la périphérie du chef-lieu. Un diagnostic réalisé sur cette population conclut qu'il n'y avait pas de problème de logement mais avant tout un problème alimentaire. Il fut alors prévu d'installer ces travailleurs dans un lot de l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire) : 400 familles ont reçu des lopins.

Concernant cette opération, un agronome de l'EMATER (Empresa de extensao rural) a formulé une observation brutale... «ils vont continuer comme *boias-frias* (bouffe-froid)...» ce qui coïncide avec les analyses des économistes sur la question de l'adéquation de la gestion de la force de travail au développement de l'agriculture capitaliste dans d'autres régions du pays. Ainsi après une longue période de création d'excédents de population condamnés au nomadisme, les nouvelles couches de la bourgeoisie rurale se préoccupent de la stabilisation de la main-d'œuvre temporaire.

Quels sont en contre-partie, les moyens d'expression politiques utilisés par les autres couches de la population locale ? A Sao Gotardo, la petite presse alternative a été utilisée pendant 8 ans (1974-1983) par les jeunes issus de la bourgeoisie rurale, porteurs d'une idéologie de contestation de l'ordre capitaliste. Autre fait, des jeunes professionnels libéraux ont dépassé la phase d'analyse critico-littéraire et appuient l'organisation syndicale des travailleurs agricoles. Ils parviennent parfois à nouer des relations entre les *boias-frias* et les ouvriers de l'industrie de Sao Paulo, dans le cadre du PT (Partido des Trabalhadores) ou d'une des centrales syndicales illégales, la CUT (Central Unida dos Trabalhadores). Enfin à Irai de Minas, où l'on trouve un noyau de colonisation du PRODECER (Programme de Desenvolvimento des Cerrados), la présence de la Commission *Pastoral da Terra* (CPT) témoigne de l'action d'un clergé «progressiste» et d'une tentative d'organisation de communautés écclésiales de base...

On peut dire cependant que les nouvelles formes d'alliances de pouvoir politico-administratif, ne rencontrent pas de résistance significative de la part des secteurs marginalisés par les programmes, mais une période de transition semble s'ouvrir : c'est dans ce contexte que s'inscrit la substitution du *coronelismo* par de nouveaux types d'alliances, de rela-

tions sociales et de pratiques culturelles.

LES BASES TERRITORIALES DES POUVOIRS LOCAUX A BAHIA

Quelle réalité peut-on donner aux bases territoriales des centres de pouvoir régionaux dans le Nordeste du Brésil, et plus précisément dans l'État de Bahia ?

a) Avant 1964 : composition d'intérêts et pouvoirs emboîtés

La réalité du pouvoir local à Bahia était celle des grands propriétaires fonciers et de leurs alliances : le pouvoir régional et, à plus petite échelle, le pouvoir central étaient contrôlés par qui pouvait obtenir leur allégeance.

La formation économique du Nordeste a amené la mise en place d'un complexe géographique (zone sucrière / sertao éleveur), social (grands propriétaires / esclaves et dépendants), économique (agroexportation et services auxiliaires), constitué de cellules de production (moulins à sucre ou fazenda), reliées en réseau dans des filières d'exportation et pratiquement indépendantes de leur environnement et de villes embryonnaires.

Le pouvoir politique avait conclu avec les propriétaires fonciers des accords de type féodal : dévolution des pouvoirs régaliens aux «coroneis» en échange de l'appui électoral de leur clientèle et du maintien de l'ordre. Le gouvernement de Bahia, sous la «Republica Velha», était donc entre les mains de celui qui pouvait former la plus puissante coalition de «coroneis» ceci tout en s'assurant le soutien des clans de plusieurs régions (3).

A partir de la Révolution de 1930, ce système s'est modifié : le gouvernement central s'est renforcé considérablement au détriment des pouvoirs régionaux et locaux. La base du pouvoir est alors devenue beaucoup plus sociale que territoriale, Getulio Vargas s'appuyant sur une coalition de groupes sociaux divers (industriels, classes moyennes urbaines, etc.) encadrés par des partis créés ad hoc, et non plus par les anciens pouvoirs territoriaux.

Les États, dirigés par des personnages nommés, perdant de leur poids institutionnel ont vu les oligarchies locales décliner dans le Nordeste selon une évolution particulièrement sensible dont le poids économique était de plus en plus réduit par rapport au Sudeste.

Placé sur la défensive, ce système de pouvoirs emboîtés à base territoriale a ensuite subi de plein fouet le choc de la modernisation : exode rural, industrialisation, amélioration des transports et des télécommunications ont sapé des bases en facilitant la mobilité des clientèles et le contrôle par le pouvoir central des zones intérieures. Les «coroneis»

ont donc dû composer avec les éléments de l'appareil d'État qui à son tour dessinait ses bases territoriales.

b) Après 1964 : les bases territoriales des organismes d'aménagement et leurs liens avec la bourgeoisie locale

Vers la fin des années 50, une bonne partie du territoire régional, notamment dans le Nordeste entre dans le champ d'intervention d'un organisme fédéral. Le développement – ou la modernisation – devront se faire au prix d'un encadrement des populations destiné à rompre avec les pesanteurs socio-économiques séculaires issues des rapports entre grands propriétaires, bourgeoisie d'affaire et masses rurales et urbaines. Même si la nécessité de repenser le développement régional est aiguisé par l'effervescence qui s'est manifestée en milieu paysan, le modèle sur lequel s'instituent les organismes de planification est avant tout économique et, somme toute, technocratique. La SUDENE, par exemple, transfère au plan régional, c'est-à-dire en tenant compte du potentiel régional, les idées de la CEPAL sur la création de nouveaux outils de croissance économique. Il s'agit donc d'infléchir le sens des flux de capitaux et de tenter de les orienter. Infrastructures et facilités fiscales devaient permettre de ne pas attaquer de front les pouvoirs locaux traditionnels mais de les amener à jouer le jeu au risque de disparaître.

D'autres organismes de planification émanant de l'État fédéral sont ou se sont maintenus après 1964 à Bahia, tous axés vers une même idée: la modernisation agricole et l'industrialisation.

Or ces organismes ont acquis un pouvoir considérable dans la mesure où c'est par eux que transitent les possibilités de crédit, de création d'infrastructure, de facilités fiscales et même d'attribution de terrains industriels. Certains ont des espaces d'intervention précis : il s'agit de la CEPLAC, de l'IBC, de la CODEVASF, des COPEC (4)... D'autres comme l'EMATERBA, le Polo Sertanejo, le Polo Nordeste, étendent leurs compétences aux régions peu touchées par des productions dominantes à haute valeur ajoutée ; elles relèvent de la philosophie du développement rural mal intégré.

Si ces organismes ont bien des bases territoriales délimitées sur lesquelles ils exercent des pouvoirs dans la mesure où eux-mêmes sélectionnent les populations susceptibles d'entrer dans leur modèle, ils ne se soucient guère de la promotion d'une base sociale ; c'est seulement au coup par coup et au plan micro-régional que tel ou tel groupe social peut éventuellement infléchir leur programme.

Ces institutions se sont ouvertes à la bourgeoisie locale en recrutant dans ses rangs bon nombre de ses membres, qui sont entrés en compétition avec des experts venus souvent du sud : un double mouvement converge donc pour attribuer aux nouveaux une double fonction, celle d'entrepreneurs agricoles et urbains et celle de connaisseurs et de déten-

teurs des outils mis à la disposition de la modernisation.

Cependant, la composition de ces différents organismes varie selon les intérêts locaux. La vocation de développement régional de la SUDENE fait qu'elle semble plus jalouse de son recrutement nordestin que des organismes tels que la CEPLAC, l'IBC ou le COPEC qui sont avant tout au service des intérêts d'une bourgeoisie locale moyenne ou grande et éventuellement d'investisseurs extérieurs.

Si une partie de la bourgeoisie locale a joué le jeu des organismes de développement en essayant d'y occuper des postes importants, une partie d'entre elle, notamment la bourgeoisie urbaine, a adopté d'autres stratégies : les grands producteurs et exportateurs de cacao par exemple, à travers leurs organisations professionnelles, maintiennent, dans certaines limites, les compétences de la CEPLAC en négociant directement diverses mesures avec le Gouvernement fédéral. . A Salvador, les capitaux locaux ne se sont guère associés aux grandes opérations qui se sont concentrées dans le pôle pétrochimique de Camaçari : la construction, la terre, les affaires commerciales sont restées les domaines privilégiés d'une couche sociale dont le comportement doit être différencié d'une région à une autre et prend presque toujours une allure très personnalisée.

Les gouverneurs et les maires ont aussi tenté d'assurer sans trop de heurts le passage à ces nouvelles règles de fonctionnement façonnées par des experts dont les doubles fonctions montrent bien l'interférence entre le politique et l'économique.

On détecte donc dans le jeu électoral pour conquérir l'État ou la Mairie et, souvent par la suite, dans le fonctionnement même de ces instances, une double attitude : l'une fondée sur les liens traditionnels territoriaux et de clientélisme et l'autre plus «moderniste» fondée sur des programmes d'aménagement et de développement municipal.

Mais, une dimension nouvelle est apparue avec la crise : la récession économique en affaiblissant un État qui ne s'était guère soucié de la base sociale du pays, a aguerri l'opposition. Celle-ci a conquis dans tout le pays et en particulier à Bahia, plusieurs municipalités importantes. L'analyse de l'encadrement par les partis politiques reste à faire, de même que l'étude de leurs stratégies réciproques. Toutefois, il convient de noter ici qu'une confrontation avec le pouvoir de l'État régional était en cours pendant l'année-clef 1984 qui a précédé le changement de gouvernement.

En guise de conclusion : les incertitudes de la conjoncture

Il est évident, actuellement, que le «modèle» mis en place en 1964 a vécu. Ses mécanismes de contrôle ont perdu de leur efficacité, et on peut se demander quel sera le poids de quelques groupes particuliers, anciens et nouveaux.

Le retour au système électoral a, dans une certaine mesure, rendu du poids aux caciques qui contrôlent des milliers de voix fidèles. Aux élections de 1982, le gouvernement n'a dû sa courte victoire qu'aux régions intérieures du Nordeste, qui ont voté en bloc pour le PDS. Leur surreprésentation a permis de garder le contrôle du Sénat et du Collège électoral appelé à élire le Président de la République en 1985.

Dans le combat d'arrière-garde mené par le régime militaire, il ne pouvait plus compter faute d'avoir construit ou appuyé un parti de masse (de type mexicain ou argentin) que sur le soutien des caciques locaux, d'où une démagogie et un saupoudrage de subventions particulièrement visibles dans les zones atteintes par la sécheresse.

Se trouve-ton en conséquence face à une situation qui pourrait être paradoxale et nouvelle : renforcement de certains pouvoirs à base territoriale (caciques, grandes administrations) confrontés à une forte mobilité spatiale et sociale, à un véritable poids des partis et des groupes urbains ?

NOTES

(1) Il s'agit de programmes du gouvernement fédéral et à une échelle plus réduite de ceux d'entreprises privées notamment la CAMPO, nippo-brésilienne.
(2) Vilma Figueiredo (coord.) Intensificaçao de agro-empresa no Distrito Federal, in Reflexoes sobre a agricultura brasileira. Paz e Terra RJ. 1979.
(3) Rappelons qu'à l'échelle nationale le mécanisme était le même, le gouvernement de Rio étant contrôlé par des coalitions d'États.
(4) CEPLAC, Comissao de Planejemento de Lavore de Cacao
IBC, Institut Brésilien du café
CODEVASF, Comissao de Desenvolvimento do Vale do Sao Francisco
COPEC, Complexo Petroquimico de Camaçari
EMATERBA, Empresa de esetensao rural de Bahia

RÉSUMÉ

Martine Droulers, Ana-Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry : «Modernisation et pouvoir local au Brésil».

Une analyse comparée des rapports entre pouvoir local et modernisation dans trois régions brésiliennes permet aux auteurs de l'article d'évoquer les formes de déclin du pouvoir régional et local des «coroneis» et l'apparition de nouveaux groupes de pression liés à la modernisation de l'appareil productif agricole. Martine Droulers s'attache particulièrement à décrire l'expérience de Recife alors qu'Hélène Rivière d'Arc et Hervé Théry analysent les bases territoriales des pouvoirs locaux dans l'État de Bahia. Ana-Maria Galano montre combien, à travers l'exemple du Minas-Gerais, le cas particulier du Nordeste n'apparaît pas comme isolé : le pouvoir politique lié à la terre et le poids économique de l'agriculture constituent une des clés de la compréhension du Brésil, hier comme aujourd'hui.

Martine Droulers, Ana-Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry : «Modernizacion y poder local en Brasil».

Un analisis comparado de las relaciones entre poder local y modernizacion en tres regiones brasileras permite a los autores de este articulo de esbozar las formas del declino del poder regional y local de los «coroneis» y la aparicion de nuevos grupos de presion vinculados con la modernizacion del aparato productivo agricola. Martine Droulers descrive mas particularmente la experiencia de Recife y Hélène Rivière d'Arc y Hervé Théry analizan las bases territoriales de los poderes locales en el estado de Bahia. Ana-Maria Galano muestra a traves el ejemplo de Minas Gerais hasta que punto el caso particular del Nordeste no aparece aislado : el poder politico vinculado a la tierra y el peso economico de la agricultura constituyen una de las llaves de la compreeension de Brasil, tanto hoy como ayer.

Martine Droulers, Ana-Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry : «Modernisation and local power in Brasil».

A comparative analysis of the relations between local power and modernisation in three brazilian regions enables the authors of the article to evoke the forms of the decline of the «coroneis» regional and local power and new pressure-groupes to emerge connected with the modernisation of agricultural productive machine. Martine Droulers pays particular attention to experience of Recife, Hélène Rivière d'Arc and Hervé Théry analyse the territorial bases of local powers in the state of Bahia.

Ana-Maria Galano, through the example of Minas Gerais, how unisolated the specific case of Nordeste appears : The politic power linked to the earth and the economic weight of Agriculture constitues one of the keys to the understanding of Brazil, yesterday as today.

Martine Droulers, Ana-Maria Galano, Hélène Rivière d'Arc, Hervé Théry : «Modernizaçao e poder local no Brasil».

Uma analise comparativa das relaçoes entre poder local e modernizaçao em três regioes brasileiras permite aos autores do artigo evocarem as formas de declinio do poder regional e local dos coronéis e a emergência de novos grupos de pressao, ligados à modernizaçao do aparelho produtivo agricola. Martine Droulers descreve particularmente a experiência de Recife, enquanto Hélène Rivière d'Arc e Hervé Théry analisam as bases territoriais dos poderes locais no Estado da Bahia. Ana-Maria Galano procura mostrar, através do exemplo de Minas Gerais, o quanto o caso nordestino nao é um fenômeno isolado no conjunto do pais : o poder politico vinculado à terra e i peso econômico da agricultura constituem um dos segredos da compreensao do Brasil, tanto ontem como hoje.